



Luuk van Middelaar

est philosophe politique et historien. De 2010 à 2014, il a travaillé comme conseiller auprès du président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, et il a rédigé ses discours. Auteur du livre primé *Le passage à l'Europe*, il a récemment publié *Quand l'Europe improvise*, un ouvrage qui retrace d'une façon inédite les crises politiques qu'a connues l'Union.

“L’approche technocrate n’est plus crédible”

Un entretien avec **Luuk van Middelaar**, réalisé par **Olaf Bruns**

*Dans quelle mesure les récentes élections au Parlement européen influent-elles sur l'équilibre des pouvoirs entre les institutions de l'UE ? Dans son récent ouvrage intitulé *Quand l'Europe improvise – Dix ans de crises politiques*, l'historien néerlandais Luuk van Middelaar explique comment les crises de ces dix dernières années – le chaos financier de l'euro et la dette souveraine grecque, les conflits avec la Russie sur la question de l'Ukraine, un nombre de réfugiés sans précédent venus de l'autre côté de la Méditerranée, et les bouleversements causés par le Brexit – ont donné naissance à une nouvelle façon de faire de la politique sur la scène européenne.*

“

La politique européenne est de plus en plus théâtralisée, mise en scène, sous les projecteurs. Par le passé, une grande part de la politique européenne se déroulait en coulisses.

”

Progressive Post: *Le titre de votre récent livre, d'abord publié en néerlandais sous l'intitulé simple et direct *De nieuwe politiek van Europa* (La nouvelle politique de l'Europe), a été traduit en anglais par *Alarums and Excursions - improvising politics on the European stage*. Je dois vous avouer que j'ai dû regarder dans le dictionnaire la définition d'« Alarums » !*

Luuk van Middelaar: Je voulais insister sur l'importance du théâtre et de la théâtralisation en politique. Depuis quelques années, dans l'UE, la politique est de plus en plus théâtralisée, mise en scène, placée sous les projecteurs. Alors que dans l'histoire passée, une grande part de la politique européenne se déroulait en coulisses. C'est ainsi que mon éditeur anglais a proposé cette

expression, « Alarums and excursions », qui est en fait une didascalie du théâtre shakespearien, signifiant que les acteurs doivent se préparer à une action imminente et à des scènes mouvementées, voire à une bataille. Elle évoque ce moment juste avant l'action, que je trouve approprié pour décrire les dix années de crise politique européenne, que je tente de dépeindre dans le livre.

PP: *Et puis vous ouvrez votre ouvrage avec une citation d'un homme qui a fait beaucoup de scène: Miles Davis.*

LvM: Avec cette citation, je voulais souligner un autre aspect important, celui de l'improvisation: pendant dix ans, les institutions et les dirigeants de l'UE ont dû agir à toute vitesse, improviser et trouver des solutions dans l'urgence. Personne ne savait vraiment ce qu'ils faisaient. C'était un peu comme si nous passions d'une crise à l'autre,



PP: *Le taux de participation en hausse pour les élections européennes indique-t-il un glissement des pouvoirs entre ces institutions ?*

sans pouvoir reprendre notre souffle. Et j'ai pensé qu'aujourd'hui, dix ans après le début de la crise financière de 2008, il était peut-être temps de prendre du recul et d'analyser ce que nous, en tant qu'Union européenne, avons collectivement fait au cours de cette décennie. D'où cette citation de Miles Davis, qui invite à revenir sur cette improvisation et à essayer de comprendre ce qui s'est passé.

PP: *L'acteur qui était au-devant de la scène pendant ces improvisations est le Conseil européen. Lorsqu'on analyse le mode de fonctionnement de l'UE, le Conseil est souvent décrit comme en conflit avec son rival, le Parlement, lequel sort tout juste d'une élection. Analytiquement, c'est une approche supranationale qui s'oppose à une approche fédérale. Mais vous parlez de trois approches pour la construction de l'UE.*

LvM: En effet. Historiquement, la première approche, que j'appelle l'approche des coulisses, est l'idée de la dépolitisation des conflits. Il s'agit essentiellement d'une approche fonctionnaliste technocratique, où la Commission, en tant qu'institution technocratique, impartiale et composée

d'experts est à l'avant plan, aux côtés de la Cour de Justice. La stratégie de dépolitisation représente peu ou prou l'ADN de l'UE. Dans les années 1950, c'était à l'évidence une idée brillante: les membres fondateurs de l'UE ont réalisé qu'en tant que pays, nous n'étions pas nécessairement en conflit – nous avons plutôt des problèmes. Telle était l'idée de Jean Monnet, de Schumann et des autres pères fondateurs. Et les problèmes, ça se résout. Que ce soit de manière légale, ou procédurière, pour les faire disparaître ou... – pour tout simplement les balayer sous le tapis.

On constate ensuite qu'il existe deux approches plutôt politiques de la manière d'élaborer les politiques, qui peuvent être qualifiées d'approches fédéraliste et confédéraliste. L'approche fédéraliste, incarnée au niveau institutionnel par le Parlement européen, représente les citoyens de l'UE, et l'approche confédéraliste, incarnée par le Conseil européen, se fonde sur l'organe composé par les dirigeants nationaux.

Ces deux institutions – le Conseil et le Parlement – même si elles sont parfois en désaccord, ont un point commun: elles se dépassent lorsqu'elles sont scrutées par le public, elles cherchent de la visibilité, le contact avec les citoyens, contrairement à la Commission, à la Cour et au Conseil des ministres.

LvM: Je pense que le Parlement européen sort clairement vainqueur de cette élection, en particulier en raison de ce taux de participation élevé. En termes de compétences, le Parlement européen est bien entendu un parlement très puissant. Même si vous le comparez aux nombreux parlements nationaux, il n'a rien à leur envier. Mais son point faible a toujours été son manque de visibilité et le besoin d'asseoir sa crédibilité en tant qu'arène publique s'exprimant au nom de tous les citoyens européens. Et je pense que c'est en train de changer. Le taux de participation, au-dessus du seuil symbolique des 50 %, est très important, tout comme la diversité des membres du Parlement aujourd'hui, par rapport à l'ancien monopole – ou « duopole », comme l'appellent certains – des chrétiens-démocrates (PPE) et des sociaux-démocrates (S&D), qui a été brisé par les voix plus fortes de nouveaux acteurs également nécessaires pour former des majorités, à savoir les écologistes et les libéraux.

PP: *Qu'en est-il des nationalistes ?*

LvM: Je suis d'avis que leur présence – même si elle inquiète beaucoup Bruxelles – pourrait paradoxalement renforcer le Parlement. Pourquoi ? Car elle renforce la crédibilité du Parlement européen, une assemblée où toutes les voix peuvent



s'exprimer, où la pluralité de l'opinion publique dans l'UE est représentée, et où les idées sont débattues, sur les plans rhétorique et politique. C'est ce qui fait du Parlement européen un véritable parlement « européen » et moins un parlement « bruxellois ». Cette pluralité le rendra également plus fort face aux deux autres institutions.

La question est donc de savoir si les mouvements de l'opposition de ce type se ridiculiseront, s'ils se limiteront à plaider pour la destruction de l'Europe, s'ils joueront la carte du « leave » comme le UKIP ou l'ancien Front National, ou s'ils voudront constituer une opposition légitime au sein du système, suivant la ligne « nous ne voulons pas détruire l'UE, nous voulons en faire partie et changer certaines de ses politiques ». C'est une différence importante entre ces deux types d'opposition.

PP: *...car on passe d'une opposition de principe contre le « théâtre » dans son ensemble, à des acteurs voulant jouer sur cette même scène...*

LVM: Des acteurs sur scène, qui auront peut-être une voix dissonante. Mais pas des acteurs souhaitant voir s'écrouler l'ensemble du théâtre, et c'est là qu'est la grande différence. Ils pourraient donc, paradoxalement, renforcer la légitimité du projet dans son ensemble, en contribuant à ce système par leur dissonance.

PP: *L'une des manières privilégiées pour traiter les voix dissonantes sur la scène européenne est depuis toujours l'approche technocratique:*

« Vous êtes contre cet aspect-ci ou cet aspect-là de l'Union européenne: c'est sans doute parce que vous ne le comprenez pas. » Comment faire face à ces groupes sans tomber dans le piège de la réponse technocratique ?

LVM: Je pense que cette approche technocratique n'est en effet plus crédible pour toutes les questions que traite l'UE aujourd'hui. Il en va de même pour l'approche de la grandeur morale, qui arrive souvent dans un deuxième temps. Le premier argument est: « Vous n'aimez pas ça, c'est sans doute que vous ne comprenez pas, je vais vous réexpliquer. » Vient ensuite: « Si vous n'aimez toujours pas ça, peut-être que vous n'êtes pas de bons Européens ! » Ces approches s'inscrivent dans une tendance de longue date consistant à sortir du cadre toute voix critique. Les électeurs deviennent allergiques à ces approches. Il doit être possible de ne pas être d'accord avec les politiques en étant au sein du système !

Ce qu'il faut, c'est un narratif politique permettant d'expliquer pourquoi certaines décisions sont prises, au nom d'une certaine vision de l'avenir, ou pour promouvoir certaines valeurs, de sorte à réunir une majorité de partis et l'opinion publique derrière une approche en particulier.

Et je pense que c'est plus important

aujourd'hui que par le passé. Car même si, dans mon livre, je critique l'approche technocratique, elle a plutôt bien fonctionné pour de larges pans de la construction du marché européen, par exemple. Il y a des aspects assez techniques à harmoniser, tels que les taux de TVA, ou les règles pour l'hygiène alimentaire !

Pour de nombreuses questions importantes traitées aujourd'hui par les institutions et les États européens, cette approche ne fonctionne plus: la crise des réfugiés, l'euro, la Russie, la Chine... – il s'agit là d'enjeux essentiels, qui ne demandent plus seulement une expertise, ils portent aussi sur des valeurs. Prenons par exemple la crise des réfugiés, où l'on pourrait dire que la valeur de la solidarité s'oppose à celles de la sécurité et de l'identité. Pour ce type d'enjeux, l'approche technocratique n'est plus crédible: ce n'est pas en réunissant 28 experts nationaux et des membres de la Commission que l'on peut décider du sort de 1,2 million de réfugiés. Il faut un narratif politique et un compromis politique ou une solution permettant de combiner des valeurs différentes, de sorte que l'opinion publique puisse dire « OK, c'est peut-être ce que nous voulons faire, c'est ce que nous pouvons faire et ce que nous ferons », et que nous puissions montrer que nous avons la capacité d'agir.

